



## **THEATRE MUSICAL DE PARIS « CHATELET »**

2, rue Edouard Colonne  
75001 PARIS

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 aout 2024

Le 27 janvier 2025



Passionnément  
engagé.

## THEATRE MUSICAL DE PARIS « CHATELET »

Exercice clos le 31 aout 2024

### Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Aux Membres de l'assemblée générale de l'association

Mesdames, Messieurs,

#### OPINION

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Théâtre Musical de Paris « Châtelet » relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### FONDEMENT DE L'OPINION

---

##### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

#### BDO IDF

Société d'Expertise comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la région Paris-Ile-de-France  
Société de Commissariat aux Comptes inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes, rattachée à la CRCC de Versailles et du Centre  
RCS B 307 571 000 Versailles - Siret 307 571 000 00057 - Code APE 6920 Z  
SAS au capital de 5 365 000 euros - TVA intracommunautaire FR27307571000

## JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « 3.1 Actif immobilisé » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation et à l'amortissement des coûts de création de spectacles.

Dans la cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de création de spectacles ainsi que celles retenues pour leur amortissement et leur dépréciation, mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces modalités, et nous nous sommes assurés que la note « 3.1 Actif immobilisé » de l'annexe fournit une information appropriée.

## VERIFICATIONS SPECIFIQUES

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

## RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

**RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Versailles, le 27 janvier 2025



**BDO IDF**

**Représentée par Romain LUSSIANA**

**Commissaire aux Comptes**

**Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre**

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/09/2023 au 31/08/2024			Au 31/08/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
<b>Actif immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	749 810	720 428	29 382	33 246
Autres immobilisations incorporelles	6 580 701	6 580 701		
Immobilisations incorporelles en cours	1 160 969		1 160 969	552 972
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	6 507 436	5 873 381	634 056	908 408
Autres immobilisations corporelles	6 459 054	6 014 237	444 817	463 675
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	26 621		26 621	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	304 649		304 649	300 151
Prêts				
Autres immobilisations financières	22 372		22 372	30 881
<b>TOTAL I</b>	<b>21 811 612</b>	<b>19 188 746</b>	<b>2 622 866</b>	<b>2 289 334</b>
Comptes de liaison <b>II</b>				
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et encours				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 982 320	21 154	1 961 166	3 762 583
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	2 017 990		2 017 990	1 937 842
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	4 385 802		4 385 802	6 852 221
Charges constatées d'avance	471 802		471 802	274 159
<b>TOTAL III</b>	<b>8 857 914</b>	<b>21 154</b>	<b>8 836 760</b>	<b>12 826 805</b>
Frais d'émission des emprunts <b>IV</b>				
Primes de remboursement des obligations <b>V</b>				
Écarts de conversion actif <b>VI</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>30 669 526</b>	<b>19 209 900</b>	<b>11 459 626</b>	<b>15 116 139</b>

# Bilan Passif

Bilan Passif	31/08/2024	31/08/2023
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	-3 109 880	-4 565 952
Excédent ou déficit de l'exercice	2 463 436	1 456 072
<b>Situation nette</b>	<b>-646 444</b>	<b>-3 109 880</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	419 224	676 807
Provisions règlementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>-227 220</b>	<b>-2 433 073</b>
Comptes de liaison		
<b>II</b>		
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	22 949	128 246
<b>TOTAL III</b>	<b>22 949</b>	<b>128 246</b>
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques	328 115	453 475
Provisions pour charges		
<b>TOTAL IV</b>	<b>328 115</b>	<b>453 475</b>
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 853	60
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 887 655	4 889 778
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 946 416	1 888 304
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	5 036 525	4 921 038
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	463 332	5 268 312
<b>TOTAL V</b>	<b>11 335 781</b>	<b>16 967 491</b>
Écarts de conversion passif		
<b>VI</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>11 459 626</b>	<b>15 116 139</b>

## Compte de résultat

Compte de résultat	31/08/2024	31/08/2023
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	18 998 309	12 961 182
- dont parrainages	17 643	25 000
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	15 493 073	15 390 961
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats	40 000	244 615
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	150 485	37 250
Utilisations des fonds dédiés	105 296	
Autres produits	25 785	146 262
<b>TOTAL I</b>	<b>34 812 949</b>	<b>28 780 271</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	20 158 013	11 354 089
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	700 481	557 404
Salaires et traitements	8 006 450	8 533 908
Charges sociales	3 882 269	4 091 817
Dotations aux amortissements et dépréciations	853 975	1 264 435
Dotations aux provisions	120 000	149 045
Reports en fonds dédiés		128 246
Autres charges	530 734	1 283 235
<b>TOTAL II</b>	<b>34 251 923</b>	<b>27 362 180</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>561 027</b>	<b>1 418 091</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	221 391	15 644
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change	17	10
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>221 409</b>	<b>15 654</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	18	842
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>18</b>	<b>842</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>221 391</b>	<b>14 812</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>782 417</b>	<b>1 432 902</b>

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/08/2024	31/08/2023
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	-29 788	4 400
Sur opérations en capital	3 170 417	387 650
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	304 430	133 676
<b>TOTAL V</b>	<b>3 445 059</b>	<b>525 726</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	198 055	435 651
Sur opérations en capital	1 127 337	1 193
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	208 115	
<b>TOTAL VI</b>	<b>1 533 507</b>	<b>436 843</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>1 911 552</b>	<b>88 883</b>
Participation des salariés aux résultats <b>VII</b>		
Impôts sur les bénéfices <b>VIII</b>	<b>230 533</b>	<b>65 713</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>38 479 417</b>	<b>29 321 651</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>36 015 980</b>	<b>27 865 578</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>2 463 436</b>	<b>1 456 072</b>

<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature	1 978 448	1 978 448
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>1 978 448</b>	<b>1 978 448</b>
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	1 978 448	1 978 448
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>1 978 448</b>	<b>1 978 448</b>



## **Annexe**

Le Théâtre Musical du Châtelet est une association créée en 1979. L'association a pour objet la création et le fonctionnement du théâtre municipal consacré à l'art lyrique sous toutes ses formes, à la musique symphonique et instrumentale et à l'art chorégraphique. Le Théâtre Musical de Paris a pour mission d'accueillir des manifestations de haute qualité et de favoriser leur accès au public le plus large.

L'association emploie 107 permanents et 38 intermittents au 31/08/2024

L'association ne fait pas appel à la générosité du public.

L'association n'a reçu aucun avantage et ressources provenant de l'étranger à l'exception de refacturations de frais techniques et d'hébergements.

### ***I. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES***

Avant affectation l'exercice clos le 31/08/2024 présente un total bilan avant affectation de 11 459 626 euros et un compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 2 463 436 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2023 au 31/08/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions des règlements suivants :

- ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général
- ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Malgré l'excédent dégagé à la clôture de 2 463 k€, les fonds propres restent négatifs de 646 k€. En dépit de cette situation, la continuité d'exploitation n'est pas compromise et est assurée par les soutiens continus des membres financeurs, dont principalement la Ville de Paris.

## ***II. FAITS MARQUANTS***

### **2.1. Faits pertinents affectant les comptes.**

L'association du Théâtre Musical du Paris a souscrit un crédit-bail immobilier en date du 23 août 2017 pour une durée de 12 ans, d'un montant limité de 1.5 millions d'euros HT et 115 k€ de frais d'acquisition. Ce bien acquis est situé au 38 avenue Guynemer, CHEVILLY LARUE, 94 550.

Le Théâtre a levé l'option de manière anticipé en date du 6 octobre 2023, pour un coût de 1 127 k€, et a vendu le bien immobilier le même jour, pour une valeur de 2 850 k€.

Sur le plan fiscal, la vente du bien immobilier financé en crédit bail a donné lieu à un retraitement fiscal de 147 023€.

### III. NOTES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RÉSULTAT

#### 3.1. Actif immobilisé

Investissements (cf tableau joint)

Amortissements (cf tableau joint)

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels : linéaire de 1 à 3 ans
- Coût de création de spectacle : amortissement linéaire en fonction du nombre de représentations (point développé ci-après)
- Agencements et aménagements : linéaire de 3 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique : linéaire de 3 à 5 ans sauf exception
- Mobilier : linéaire de 5 à 10 ans sauf exceptions
- Installation industrielle : linéaire 4,5 et 10 ans

En application du règlement CRC n°2004-06 du 23 novembre 2004, les frais de montage de spectacles (décors, éclairages, costumes etc.) engagés par une entité spécialisée dans l'organisation de spectacles, préalablement à la première représentation, sont considérés comme des actifs, comptabilisés en immobilisations et amortis selon le nombre de représentations comme préconisé par la CNCC (EC 2007-27), ou en fonction d'autres critères (durée des spectacles, temps de productions, recettes).

A l'inverse, les coûts de création de spectacles qui ne généreront pas des avantages économiques futurs au-delà de l'exercice ou dont les avantages économiques futurs ou le potentiel de services attendus ne profitera pas à des tiers ou à l'entité conformément à sa mission ou à son objet au-delà de l'exercice en cours ne répondent pas à la définition d'un actif en application de l'article 211-1 du PCG et alinéa 2.1 CNC du 23 06 2004 et par conséquent ne sont pas immobilisés.

Au 31/08/2024, les productions activées s'élèvent à 254 k€, dont les principales sont *Così fan tutte* pour 171keuros, *Flouz* pour 50 k€ et *L'amour vainqueur* pour 33 k€. Le montant des coûts de spectacles en cours de production s'élève à 1 161 k€ et se décompose principalement comme suit :

- *Les Misérables* pour 735 k€ dont 539 k€ engagés sur l'exercice 2023/2024 (représentations en novembre 2024)
- *Orlando* pour 143 k€ dont 40 k€ engagés sur l'exercice 2023/2024 (représentations en janvier 2025)
- *LND* pour 99 k€ engagés sur 2023/2024
- *Krush* pour 100 k€ engagés sur 2023/2024 (représentations en septembre 2024)
- *L'histoire du soldat* pour 16 k€ engagés sur l'exercice 2023/2024 (représentations en juin 2025)
- *Peer Gynt* pour 9 k€ engagés sur l'exercice 2023/2024 (représentations en mars 2025)
- *L'arlesienne* pour 1 k€ engagés sur 2023/2024 (représentations en mai et juin 2025)
- *Miss Knife* pour 1 k€ engagés sur 2023/2024 (représentations en novembre 2024)

### 3.2. Créances

(cf. tableau joint)

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir dont 1 021 333 € concernant le solde de la subvention de fonctionnement de la Ville de Paris.

### 3.3. Fonds Propres

(cf. tableau joint)

Les fonds propres ont évolué de la façon suivante :

- Fonds propres au 31/08/2023 : -2 433 073 €
- Résultat Exercice au 31/08/2024 : 2 463 436 €
- QP subvention investissement au 31/08/2024 : -319 517 €
- Subvention d'investissement octroyé au 31/08/2024: 61 934 €
- Fonds propres au 31/08/2024 : -227 220 €

Les subventions d'investissement octroyées à l'entité sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

### 3.4. Provision pour risques et charges

(cf. tableau joint)

L'association bénéficie de subventions qui financent, outre les projets artistiques en couvrant le complément de prix, le fonctionnement dont la masse salariale permanente. Dans les précisions du ministère du travail du 22 avril 2021, il est rappelé que « Les ressources spécifiques dont peuvent bénéficier les associations (subventions) conduisent à rappeler le principe selon lequel le recours à l'activité partielle ne saurait conduire à ce que leurs charges de personnel soient financées deux fois, une première fois par des subventions et une seconde fois par l'activité partielle. Les demandes déposées par les associations bénéficiant de subventions doivent donc respecter cette obligation. Des contrôles seront réalisés a posteriori et en cas de constat d'un financement en doublon, les subventions seront ajustées à la baisse. ».

Etant précisé que ce point a également été rappelé dans un communiqué du Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse stipulant « Si les subventions publiques perçues par l'association en 2020 (compte 74 du PCG) prévoyaient une prise en charge de l'emploi associatif (en partie ou en totalité) et que l'utilisation de l'activité partielle a permis, par ce biais, à la structure d'augmenter son budget, alors il sera demandé à la structure de rembourser le différentiel (réduction de charges permise en 2020/2021 par le biais de l'activité partielle - part des fonds publics dédiés aux emplois de la structure) ». Les précisions et commentaires des ministères précités conduisent à la prudence sur la prise en compte de cette allocation au titre de l'activité partielle.

Compte tenu de ces éléments, une provision pour risques liée à la crise sanitaire (versement de tout ou partie de l'activité partielle perçue) avait été constituée à la clôture de l'exercice clos le 31/08/2021 à hauteur de 438keuros, dont le solde à l'ouverture s'élevait à 304 k€. Cette provision a été reprise au 31/08/2024 pour la dernière période prescrite 2020/2021.

Par ailleurs, deux nouveaux litiges ont été constatés dans les comptes au 31/08/2024 pour 120 k€ concernant un litige social et 74,8 k€ concernant un litige commercial.

### **Suivi des litiges existants à la clôture précédentes**

#### Hôtel Victoria :

Un litige lié aux nuisances sonores mesurées par l'hôtel Victoria est toujours en cours. Pour rappel, deux assignations ont eu lieu en mars 2020 et en septembre 2020 aux fins notamment de suspendre toute activité exploitée avec du son amplifié et de faire cesser les spectacles en cours à ces dates (respectivement Room with a view et Le Vol du Boli).

Lors de la seconde assignation, faisant suite à une demande du Théâtre, le juge a mandaté un expert judiciaire afin notamment de rechercher l'origine, l'étendue et la cause des nuisances.

Cinq réunions contradictoires ont été organisées entre décembre 2020 et septembre 2022 par l'expert judiciaire mandaté et en présence des parties, dont la Ville de Paris, assistées par leur avocat.

Suite aux réunions contradictoires, des travaux menés par la Ville de Paris ont été engagés durant l'été 2022 afin d'isoler les loggias et le mur mitoyen de l'Hôtel Victoria au niveau de la cage de scène. Des mesures ont été réalisées en septembre 2022 par l'expert avant la tenue d'une deuxième phase de travaux (installation de portes acoustiques au niveau des coursives), travaux non terminés à ce jour.

Une nouvelle étude d'impact a été réalisée par le Théâtre le 13 janvier 2023. Le Théâtre et la Ville de Paris ont conjointement demandé la nomination d'un sapiteur financier pour évaluer le préjudice de l'hôtel. L'audience s'est tenue le 26 janvier 2023.

Suite à cette audience, un sapiteur financier a été nommé et une réunion contradictoire s'est tenue le 20 avril 2023 en sa présence. A cette occasion, le Théâtre et la Ville de Paris ont découvert que la société Hôtel Victoria a été cédée. Le repreneur propose un chiffrage du préjudice présumé dont le sapiteur financier doit établir la pertinence. Le sapiteur a rendu son rapport le 10 janvier 2024 dans lequel il évalue le préjudice à hauteur de 133 k€ sous réserve de la position de l'Expert. Dans ce contexte, le montant de la provision a été constaté sur la base du rapport du sapiteur.

En parallèle, la deuxième phase de travaux assurés par la Ville a été achevée au courant de l'été 2023.

#### **Licenciement pour inaptitude :**

La provision constituée au 31 août 2023 relative à un licenciement pour inaptitude en date du 5/12/2023, faisant suite à un accident du travail datant du 24/11/2019 a été extournée suite au versement de l'indemnité de licenciement en décembre 2023.

Club Joséphine :

Le litige lié à l'activité du club Joséphine dans les locaux du théâtre est toujours en cours. L'organisation d'évènements a été suspendue à la demande du Théâtre. Le client a formulé divers griefs à l'encontre du Théâtre résultant de la cessation de cette activité. A date, aucune procédure judiciaire n'est initiée et par conséquent aucune provision pour litige n'est comptabilisée dans les comptes.

Par ailleurs, le Théâtre a procédé lui-même, mi-juin 2021, au démontage des décors mis en place par le client pour son activité, en présence d'un huissier de justice et conformément au contrat de concession.

En date du 11 octobre 2021, le Théâtre a sollicité par courrier le paiement par le client de la somme liée à l'ensemble des frais de démontage des décors comme cela était prévu contractuellement, comptabilisées pour un montant de 132 K€.

Par prudence des avoirs à établir ont été provisionnés dans les comptes pour l'intégrité de la créance sur l'exercice précédent. un complément de 3k€ a été facturé par le Théâtre en complément à la clôture au 31/08/2022 relatifs aux coûts de stockage des décors.

Aucun élément nouveau n'a eu lieu au cours de l'exercice 2023-24.

### 3.5. Fonds dédiés et reportés

(cf. tableau joint)

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'ont pas pu encore être totalement utilisées conformément à l'engagement pris à leur égard.

Dans le cadre des programmes d'investissements d'avenir (PIA) visant à déployer des nouveaux outils de diffusion au service de la création, le théâtre musical de Paris a perçu de la Caisse des dépôts et consignations deux subventions au cours de l'exercice pour un montant total de 70.5k€ en complément des 186k€ de N-1. Ces subventions sont destinées à financer le projet "soutenir les alternatives vertes", qui a pour objet de déployer à grande échelle des structures standards pour la construction des décors d'opéra, et le projet "Expérience augmentée du spectacle vivant" qui a pour objet d'associer une scène virtuelle à distance à une scène réelle augmentée sur site autour d'un même évènement.

Le projet "ARTECH" est déployé sur 3 ans à partir d'octobre 2022 et le projet "alternatives vertes 17H25" est déployé sur 3 ans à partir du 10 août 2022.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à 23k euros et se répartissent de la façon suivante :

-2,5 k€ au titre du projet ARTECH

-20,5 k€ au titre du projet Alternatives Vertes 17H25

### 3.6. Contributions volontaires en nature

La mise à disposition des locaux par la Ville de Paris est évaluée à 1 978 k€ et est comptabilisée en compte de classe 8 conformément à l'application du règlement ANC 2018-06.

### 3.7. Dettes

(cf. tableau joint)

### 3.8. Détails des autres produits et des autres charges

Le poste "autres charges" concerne principalement les droits d'auteurs pour 318 k€ et les redevances de logiciels pour 207k€.



**IV. AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES****4.1. Effectif moyen**

- L'effectif moyen, toute catégorie confondue, sur l'exercice 2023/2024 est de 136 contre 154 en 2022/2023.

**4.2. Régime fiscal**

L'entité est un organisme développant des activités lucratives. Elle est entièrement soumise aux impôts au régime de droit commun.

Le déficit fiscal reportable de l'association s'élève à 5 063 127€

**4.3. Rémunérations versées à certains dirigeants**

En application de l'article article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/08/2024 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 131 677 euros. Ces rémunérations comprennent les caractéristiques suivantes

	Rémunérations	Avantages en nature
Montant total	131 677	0

#### **4.4. Honoraire du Commissaire aux comptes**

Les honoraires du Commissaire aux comptes au titre de la certification des comptes sont comptabilisés pour 21 394 euros au titre de l'exercice clos le 31/08/2024.

Aucun honoraire n'a été constaté dans les comptes au titre des services autres que la certification des comptes (SACC).

#### **4.5. Engagements hors bilan**

L'engagement au titre des indemnités de fin de carrière évalué au 31/08/2024 s'élève à 1 143 315 euros.

Les indemnités de départ à la retraite ont été calculées en application de la convention collective des entreprises artistiques et culturelles applicables à l'Association.

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- taux d'actualisation: 3,40%
- départ à la retraite à l'âge de 64 ans à l'initiative du salarié,
- méthode de calcul rétrospective prorata temporis,
- table de mortalité Insee 2022.

Ce calcul tient compte des charges fiscales et sociales patronales, estimées à hauteur de 50%

#### **4.6. Evènements postérieurs à la clôture des comptes**

Néant.

## Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 629 876		1 115 210
<b>TOTAL</b>	<b>7 629 876</b>		<b>1 115 210</b>
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Générales, agencements et aménagements constructions			1 127 337
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Générales, agencements et aménagements divers	6 423 162 4 575 214		96 757 93 037
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier	1 701 832		93 230
Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			26 621
<b>TOTAL</b>	<b>12 700 207</b>		<b>1 436 982</b>
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières	300 151 30 881		4 499 36 820
<b>TOTAL</b>	<b>331 032</b>		<b>41 319</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>20 661 116</b>		<b>2 593 511</b>

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles	253 607		8 491 480	
<b>TOTAL</b>	<b>253 607</b>		<b>8 491 480</b>	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Gales, agencts et aménagt. const.		1 127 337		
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Gales, agencts et aménagt. divers		12 482 1 097	6 507 436 4 667 153	
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier		3 162	1 791 900	
Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés			26 621	
<b>TOTAL</b>		<b>1 144 078</b>	<b>12 993 111</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières	43 329	2 000	304 649 22 372	
<b>TOTAL</b>	<b>43 329</b>	<b>2 000</b>	<b>327 021</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>296 936</b>	<b>1 146 078</b>	<b>21 811 612</b>	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				7 043 658	257 471		7 301 129
TOTAL				7 043 658	257 471		7 301 129
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel				5 514 753	371 110	12 482	5 873 381
Installations générales, agencements et aménagements divers				4 288 695	90 157		4 378 852
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier				1 524 676	114 968	4 259	1 635 385
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				11 328 124	576 235	16 741	11 887 618
TOTAL GÉNÉRAL				18 371 782	833 706	16 741	19 188 746

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

## Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Réglémentées</b>				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL I</b>				
<b>Risques et charges</b>				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	453 475	328 115	453 475	328 115
<b>TOTAL II</b>	<b>453 475</b>	<b>328 115</b>	<b>453 475</b>	<b>328 115</b>

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Dépréciations</b>				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	885	20 269		21 154
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
<b>TOTAL III</b>	<b>885</b>	<b>20 269</b>		<b>21 154</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	<b>454 360</b>	<b>348 384</b>	<b>453 475</b>	<b>349 269</b>
- D'exploitation		140 269	149 045	
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles		208 115	304 430	

# Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	22 372		22 372
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients et usagers douteux ou litigieux	21 331	21 331	
Clients, usagers et comptes rattachés	1 960 989	1 960 989	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	970	970	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 441	1 441	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	898 879	898 879	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	1 111 333	1 111 333	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	5 366	5 366	
Charges constatées d'avance	471 802	471 802	
<b>TOTAL</b>	<b>4 494 484</b>	<b>4 472 112</b>	<b>22 372</b>

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :	1 853	1 853		
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 887 655	3 887 655		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	692 487	692 487		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	895 948	895 948		
Impôts sur les bénéfices	181 248	181 248		
Taxe sur la valeur ajoutée	110 446	110 446		
Autres impôts, taxes et assimilés	66 286	66 286		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	5 036 525	5 036 525		
Produits constatés d'avance	463 332	463 332		
<b>TOTAL</b>	<b>11 335 781</b>	<b>11 335 781</b>		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/08/2024	31/08/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 770 561	847 156
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	976 409	1 000 136
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	281 067	438 378
TOTAL	4 028 036	2 285 671

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/08/2024	31/08/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	294 808	101 923
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	4 806	19 634
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	299 614	121 557

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/08/2024	31/08/2023
Produits :	- D'exploitation	463 332	5 268 312
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		463 332	5 268 312

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/08/2024	31/08/2023
Charges :	- D'exploitation	471 802	274 159
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		471 802	274 159



## Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics Subventions d'exploitation Subventions d'investissement		127 500	15 034 280		331 292	15 493 072
<b>TOTAL</b>		<b>127 500</b>	<b>15 034 280</b>		<b>331 292</b>	<b>15 493 072</b>

Collectivité territoriale : subvention octroyée par la Ville de Paris

Les subventions "Etat" se décomposent comme suit :

- 7500 € liés à l'apprentissage
- 110 000 € liés à l'Agence Nationale du Sport
- 10 000 € liés à la DRAC

Les subventions "Autres" se décomposent comme suit:

- 250 000 € au titre de Paris 2024
- 70 500 au titre des subventions Artech et 17h25

Variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
projet ARTECH - CDC	106 676		104 206			2 470	
Projet Alternatives vers - 17H2	21 570		1 091			20 479	
TOTAL	128 246		105 297			22 949	
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	128 246		105 297			22 949	
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif							
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				

Tableau des subventions d'investissement

Subventions d'investissement	Montant à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Montant nominal	3 208 051	61 934		3 269 985
Quotes-parts virées au résultat	-2 531 244	-319 517		-2 850 761

Dans le cadre du plan d'investissement destiné à réaliser des travaux pour la sécurité des locaux ainsi qu'à l'amélioration des conditions de création des artistes, la Ville de Paris a octroyé une subvention d'équipement d'un montant de 150 000€ qui représente 63,6% du coût du projet.

La subvention finance principalement la création d'un nouveau système d'aération des ateliers situés au 4em sous sol du théâtre ainsi que l'acquisition de containers pour le stockage des décors.

Conformément à l'article 312-1 du PCG ainsi qu'à la chronique des études comptables (EC 2023 -26), le fait générateur de la comptabilisation de la subvention d'investissement correspond à la date de réalisation effective des investissements.

Variation des fonds propres art.431-5  
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	-4 565 952	1 456 072			-3 109 880
Excédent ou déficit de l'exercice	1 456 072	-1 456 072	2 463 436		2 463 436
Situation nette	-3 109 880		2 463 436		-646 444
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	676 807		61 934	319 517	419 224
Provisions réglementées					
TOTAL	-2 433 073		2 525 370	319 517	-227 220

Commentaires : néant